

Vendredi 26 février 2021 :

Le gouvernement a décidé de placer 20 départements sous "surveillance renforcée" et si la situation s'y dégrade, des mesures, à l'image de celles décrétées à Nice (lire [réflexions gaullistes CC, 22/02](#)) ou à Dunkerque cette semaine, y seront prises le... 6 mars.

Jean Castex a donc changé de casquette : il n'est plus Premier ministre mais s'est transformé en présentateur météo !

Jusqu'à présent les cartes de vigilance étaient réservées aux bulletins météo... mais il faut croire que l'indice de confiance étant plus proche de 0 que du 5, il convenait de se réinventer !

Plus sérieusement, renvoyer la patate chaude aux maires et aux préfets pour garder sa posture, ce n'est plus de la bonne gestion, c'est du cynisme !

Cultivé à outrance, il mine la démocratie et le débat politique...

La stratégie du "cas par cas" est un déni de réalité et un refus de reconnaître que le pari du président de la République (lire [réflexions gaullistes CC, 30/01](#)) a été perdant au bout du compte.

S'il fallait certainement le tenter - plus par volontarisme que par opportunisme politique - il faut aussi savoir reconnaître son échec à un moment donné.

Car la riposte localisée ne tiendra que le temps de l'envisager avant qu'il ne soit trop tard. Retarder, oui, mais pour quoi faire ?

En confinant les seuls week-ends, alors même que le couvre-feu à 18h est applicable partout sur le territoire et que les bars, restaurants et autres salles de spectacles sont tous fermés, le gouvernement ne cible rien, ni personne.

A ce rythme, tout cela va durer des mois alors qu'il conviendrait d'agir vite et fort, notamment en terme de vaccination (*dont les effets ne se font toujours pas sentir compte tenu du retard endémique que notre pays a pris dans la campagne vaccinale*).

Mais ne nous y trompons pas : en 2021, l'exécutif suit sa propre stratégie, celle de l'acceptabilité des mesures restrictives !

Éviter le prochain confinement n'est pas sa priorité... mais, pour que cela ne soit pas préjudiciable à la réélection du locataire de l'Élysée, il faut que tout le monde le réclame : des médecins submergés, aux élus locaux couards en passant par les citoyens paniqués par le matraquage médiatique autour de cette crise sanitaire...

Personne n'est dupe de la manœuvre, en tout cas pas les gaullistes !

Lundi 22 février 2021 :

L'annonce du possible confinement local de Nice et sa région durant les week-ends, évoqué samedi par Olivier Véran et attendu dans les prochaines heures, a douché les ardeurs printanières de beaucoup.

Si Mayotte et la Guyane, ainsi que plusieurs pays étrangers, ont déjà mis en œuvre des confinements localisés, cela n'a jamais eu cours en France métropolitaine.

Mais si cette demi-mesure peut être pertinente sur des petites zones (quartiers ou villages, comme en Guyane), elle n'a guère d'efficacité à plus grande échelle pour casser la courbe des contaminations, surtout qu'il faudrait attendre 6 jours avant qu'elle ne s'applique sur le littoral azuréen puisqu'a priori le virus ne circule pas la semaine...

La question qui se pose donc est pourquoi là et pourquoi maintenant ?

Le taux de contamination trois fois supérieur à la moyenne nationale et une situation au bord de la saturation dans les hôpitaux sont de faux-prétextes.

Ainsi, il faudrait que personne ne soit surpris du changement de stratégie du gouvernement qui, soudainement, deviendrait un adepte du confinement ciblé après avoir écarté toutes mesures alternatives, tel que le rallongement des vacances d'hiver ? au contraire, les interrogations sont légitimes !

Ne faudrait-il pas plutôt y voir une mesure gadget offerte à Christian Estrosi, beaucoup mieux considéré par la Macronie dont il n'a de cesse de lécher les bottes, au détriment d'autres élus, notamment le maire LR de Metz, François Grosdidier, qui réclamait la même mesure la semaine dernière...

Et si au fond cette annonce n'était qu'un os à ronger pour calmer la pression des élus et occuper le terrain médiatique ?

Car, en ouvrant la boîte de Pandore, alors que le reconfinement est un tabou élyséen, Emmanuel Macron perdrait tout l'avantage de sa stratégie politique des quinze derniers jours.

S'y résoudre serait un premier échec pour le candidat à sa réélection qui voulait en faire un argument de campagne.

Or, ce n'est certainement pas ce que cherche l'exécutif !

Emmanuel Macron a indiqué vendredi devant des parlementaires qu'il se donnait 8 à 10 jours avant d'assouplir ou de durcir les mesures de restriction et, connaissant le maître des horloges, il ne dérogera pas à ses habitudes, Riviera sous tension ou pas !